

# Vers l'abandon de la Constitution ?

● Ayant remplacé les gouverneurs par des agents de son choix, le président Kabila envisagerait de nommer les sénateurs.

● Il a annoncé un "dialogue" d'ici la fin du mois. Mais pour quoi faire, sinon échapper aux exigences de la Constitution, accusent opposition et dissidents.

**L**es embardées successives du gouvernement congolais hors de la route tracée par la Constitution de 2006 vont-elles se poursuivre? C'est ce que l'on craint à Kinshasa où, de bonne source, on confirme à "La Libre Belgique" l'intention du président Kabila de nommer des sénateurs nationaux – qui doivent normalement être élus par les députés provinciaux – et d'envisager d'en faire autant avec les députés provinciaux.

Mardi, l'envoyée spéciale du Royaume-Uni pour les Grands lacs, Danae Dholakia, a déclaré à Kinshasa que Londres était prêt à revoir sa coopération avec le Congo si l'élection présidentielle n'avait pas lieu conformément à la Constitution. *"Il nous faudra prendre en compte toutes les options si nous commençons à voir une détérioration de la situation liée à un report des élections ou à une modification de la Constitution"*, a-t-elle déclaré. Avec 1,43 million d'euros/jour, Londres est le deuxième contributeur bilatéral du Congo après la Belgique.

## Manceuvres et désordre

Depuis plusieurs mois, les autorités de Kinshasa multiplient les mesures vues comme autant de manœuvres pour se maintenir au pouvoir.

Certaines avaient provoqué de dramatiques émeutes en janvier dernier (36 à 42 morts); d'autres ont plongé les provinces dans le désordre (le passage – non organisé ni budgétisé – de 11 à

26 provinces, l'été dernier; la suspension de 21 assemblées provinciales (5 "petites" provinces restent inchangées); le remplacement de l'élection de 21 gouverneurs par la nomination de "commissaires spéciaux" par le président Kabila); la déstabilisation de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et la suppression des élections locales et provinciales prévues le 25 octobre dernier.

Nouveau projet de Kinshasa : Joseph Kabila a annoncé, début novembre, la tenue d'un "dialogue" politique "d'ici la fin du mois" pour statuer sur la révision ou non du fichier électoral (qui n'a pas enregistré les citoyens devenus majeurs depuis 2011, soit 5 à 10 millions de personnes, ni les décès depuis lors), la révision du calendrier électoral, le financement des élections.

Pour l'opposition et les dissidents de la majorité présidentielle, ces questions sont de la compétence du parlement, du gouvernement et de la Ceni; le "dialogue" n'est qu'un nouveau moyen de retarder les élections et les autorités ont d'ailleurs appliqué seulement un quart des recommandations du dernier dialogue politique de ce type, les "Concertations nationales" de 2013.

L'UDPS, en pleine déliquescence, voit sa tendance dite "familiale" (la famille Tshisekedi) appuyer le "dialogue" s'il se tient sous facilitation internationale et n'entraîne pas de retard des élections.

## Nommer députés et sénateurs

Lundi, le journal kinois “Le Potentiel” annonçait qu’en échange de “*postes pour les uns et de prébendes pour les autres*”, le “dialogue” – “*forum de la dernière chance pour la MP*” (majorité présidentielle) – doit servir à faire endosser à ses participants une “*transition dont la durée ne pourrait pas dépasser trois ans*” et “*entériner la nomination de nouveaux députés et sénateurs*”. Selon le journal, “*la plupart*” de ceux-ci “*seront issus du dialogue*”.

Le 12 novembre, le porte-parole de la majorité présidentielle est revenu sur la nécessité d’organiser un recensement avant de tenir des élections – projet qui avait provoqué les émeutes de janvier – même si cela devait entraîner un retard de “*six mois, huit mois ou plus*” dans l’organisation des scrutins.

Le même jour, la Conférence épiscopale catholique avait indiqué que si “dialogue” il y avait, celui-ci devait respecter la Constitution.

Mercredi, la société civile, les principaux partis d’opposition – dont une branche de l’UDPS – et des dissidents de la majorité présidentielle ont exigé un réaménagement du calendrier électoral par la Ceni, en conformité avec la Constitution.

**Marie-France Cros**

C’est ce que  
l’on craint à  
Kinshasa où,  
de bonne  
source, on  
confirme à “La  
Libre  
Belgique”  
l’intention du  
président  
Kabila de  
nommer des  
sénateurs  
nationaux  
– qui doivent  
normalement  
être élus par  
les députés  
provinciaux –  
et d’envisager  
d’en faire  
autant avec  
les députés  
provinciaux.

## Épinglé

### Les commissaires spéciaux sont arrivés

**Katanga.** Les “*commissaires spéciaux*” nommés par Kinshasa pour administrer les quatre nouvelles provinces issues du démembrement du Katanga sont arrivés mercredi à Lubumbashi. Les quatre hommes ont été présentés à quelques milliers de personnes rassemblées sur la place de la Poste, dans le centre de la deuxième ville du Congo, aujourd’hui capitale de la province du Haut-Katanga. “Je vous invite à l’unité”, a déclaré Félicien Katanga, chargé d’administrer cette nouvelle entité administrative jusqu’à l’élection d’un gouverneur, alors que le climat politique est tendu au Congo du fait de l’incertitude pesant sur l’organisation de la prochaine présidentielle.

Selon le correspondant de l’AFP à Lubumbashi, les autorités municipales ont ordonné la fermeture de nombreuses boutiques et du grand marché de la ville, obligeant vendeurs et commerçants à accueillir les nouvelles autorités sous peine d’amende. Cela est “*tout à fait normal*”, a jugé Julie Seya, administratrice générale du grand marché. Tambwe Senga, vendeur au marché, n’a pas caché sa colère. “*Nous sommes en train de vivre le mobutisme sans Mobutu*”, a-t-il dit en faisant référence au dictateur chassé en 1997 par Laurent-Désiré Kabila, père de l’actuel président congolais, Joseph Kabila. “*Pourquoi nous imposer d’accueillir les gens ?*” s’est emportée Justine Nyembo, vendeuse de légumes, “*ce pays n’est pas démocratique*”.

Le démembrement a divisé en entités plus petites 6 des 11 provinces, qui deviennent 21; les 5 autres restent inchangées. (AFP)